

**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE STATISTIQUE
ET D'ECONOMIE APPLIQUEE**

**ABIDJAN
AVRIL 2000**



CONCOURS D'ELEVE INGENIEUR STATISTICIEN ECONOMISTE

OPTION MATHEMATIQUES

CONTRACTION DE TEXTE

DUREE : 2 HEURES

Cette épreuve a pour objet de faire apparaître l'aptitude des candidats à discerner les idées essentielles et à en présenter un exposé synthétique, sans discussion ni commentaire.

Les candidats ne doivent pas seulement découper et regrouper les phrases jugées les plus significatives ; ils doivent repenser ce texte et le résumer en usant d'un style personnel. Le texte résumé doit pouvoir être compris par tout lecteur ignorant le texte original.

Résumer en 250 mots au maximum le texte suivant de Georges Corm publié dans le Monde Diplomatique en septembre 1983.

Une fructueuse renégociation des dettes

Les difficultés financières des pays en voie de développement continuent d'agiter la communauté bancaire internationale. Les explications de la crise, les remèdes à y apporter sous forme de plans divers fournissent une abondante matière à la presse économique internationale, cependant que les nouvelles des deux plus grands débiteurs en difficulté, le Brésil et le Mexique, sont suivies avec angoisse par les gouvernements occidentaux et les grandes banques créditrices.

Jusqu'à récemment, les analyses d'inspiration libérale ont nettement dominé le sujet. Dans cette optique, moratoires et renégociations de dettes des grands débiteurs du tiers-monde, en particulier ceux d'Amérique latine, ne témoignent pas d'une crise structurelle frappant le modèle de développement façonné par l'ordre économique international, dominé par les grands pays industrialisés. Les cessations de paiement qui affectent le système bancaire et financier mondial ne seraient que le résultat d'une crise de liquidités passagère, résultant de la déflation et de la contraction affectant l'économie des pays industrialisés, et donc déprimant le commerce international. La stagnation des échanges et la chute du prix des matières premières, résultat de la dépression des économies occidentales, sont responsables, dans le cadre de cette analyse, du manque passager de devises qui a amené une vingtaine de pays du tiers-monde à ne plus pouvoir assurer le service de leur dette extérieure¹. Tout au plus, certains, aux Etats-Unis vont jusqu'à dénoncer l'imprudence des grandes banques internationales, en particulier les banques américaines, pour avoir prêté de façon irréfléchie des sommes aussi importantes à des pays encore suffisamment développés. Une mise au pas de la communauté bancaire sur le tiers-monde, un rôle accru pour le Fonds monétaire (F.M.I.) finalement doté de ressources plus adéquates, ainsi que des financements intérimaires par la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) : voici, dans l'optique libérale, des remèdes plus que suffisants qui vont permettre d'assurer une soudure harmonieuse en attendant la reprise générale de l'économie internationale; celle-ci pointe à l'horizon puisque la conjoncture américaine est déjà en nette amélioration.

En prime de ces analyses, de nombreux banquiers ou financiers ont proposé des " plans " pour résoudre le problème de la dette du tiers-monde (Zombanakis, Lulan, Rohatyn, Mackworth-Young, Nord Lever, etc.). La plupart de ces plans ne sont en réalité qu'un catalogue de mesures techniques plus ou moins réalistes visant à faire supporter le poids des dettes du tiers-monde par le plus grand nombre possible d'organismes, de façon à alléger le fardeau qui pèse actuellement sur les grandes banques commerciales des pays occidentaux. Il s'agirait, en fait, d'assurer une meilleure répartition des risques, en rendant attrayante, par divers procédés impliquant l'intervention accrue du F.M.I. ou la création de nouveaux organismes, la négociation de titres représentatifs des dettes contractées par les pays du tiers-monde auprès des banques commerciales.

¹ Il s'agit principalement du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, du Chili, du Pérou, du Nicaragua, du Costa-Rica, de la Bolivie, de Cuba, du Nigéria, du Vénézuéla, de la Yougoslavie, de la Jamaïque, de la République Dominicaine, de Madagascar, etc...

Ainsi, toute banque désirent se débarrasser d'au moins une partie de ses engagements sur des pays en difficulté pourrait trouver un acquéreur; de la sorte, pensent les auteurs de ces " plans " les banques, assurées de trouver une possibilité de négociation ou d'escompte de ces créances qui brûlent aujourd'hui les doigts, pourraient continuer de prêter au tiers-monde, soit pour refinancer ses dettes extérieures, soit pour en contracter de nouvelles. Ainsi serait apportée une contribution " fondamentale " à la reprise du commerce international qui souffre aujourd'hui non seulement de la dépression des économies occidentales, mais de la réduction drastique des importations du tiers-monde du fait des difficultés financières que connaissent la plupart des gros consommateurs de produits et d'équipements occidentaux.

Une dangereuse contradiction

Point de souci métaphysique, comme on le voit, dans toute cette approche. Ni la qualité de la croissance, ni celle de l'ordre économique international ne sont en cause. Tout n'est que conjoncture et tout peut se traiter par la technique financière et bancaire. Au passage, quelques mauvais esprits, non point chez les banquiers, relèveront qu'il y a malgré tout une contradiction majeure entre la nécessité d'une reprise vigoureuse du commerce international pour alléger le problème de la dette du tiers-monde et les programmes de déflation drastique qu'impose le F.M.I. aux débiteurs en difficulté, programmes qui peuvent de plus menacer la stabilité politique de ces pays, grands débiteurs et le plus souvent alliés privilégiés de grandes puissances libérales².

En réalité. Il va de soi que la dette des pays du tiers-monde (environ 700 milliards de dollars, dont 200 milliards immobilisés dans des moratoires partiels ou totaux) a pris une ampleur telle que les problèmes posés par sa gestion ne sont ni conjoncturels ni purement techniques. Toutefois, en dehors de l'appel radical et peu réaliste que l'on entend parfois en faveur d'un moratoire généralisé et volontaire de leurs dettes que les pays du tiers-monde mettraient en œuvre collectivement à l'encontre des pays industrialisés³, il n'existe actuellement aucune vision de ce que pourrait être un aménagement rationnel des relations financières internationales, et en particulier entre le Nord et le Sud. Cette constatation ne peut cependant étonner outre mesure, quand on connaît la situation financière des grands pays occidentaux et en particulier celle des Etats-Unis où le niveau de la dette interne dépasse 7 000

² " Ce qui est pire, affirme un professeur de droit de l'université de Californie du Sud, le F.M.I. réclame une réduction dans les services sociaux comme moyen pour ces pays de déprimer leurs économies. Ceci est normalement répugnant et politiquement dangereux. Le problème essentiel d'un pays qui ne peut pas faire face à ses engagements est qu'il n'est pas assez riche. Il est ridicule de vouloir " l'aider " en le rendant plus " pauvre ". (Voir W. David Slawson, *The Fund's Priorities are Reserved*, article dans le *Los Angeles Times*, reproduit dans l'*International Herald Tribune* du 15 juillet 1983.)

³ On peut citer à cet égard un appel pour un moratoire global de tous les pays d'Amérique Latine par la conférence sur la pensée politique en Amérique Latine, tenue à Caracas à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Simon Bolivar.

milliards de dollars et où le déficit annuel du budget fédéral américain pèse lourdement sur les taux d'intérêt. Même sur le plan de l'endettement, il n'est pas inutile de rappeler que les pays de l'O.C.D.E. et leurs sociétés transnationales ont emprunté au cours des années 1980-1982 l'équivalent de 306.6 milliards de dollars, soit exactement le double de l'endettement des pays du tiers-monde au cours de ces mêmes années (153.7 milliards de dollars)⁴.

Certes, les pays industrialisés ont des structures économiques et sociales autrement plus solides et, en conséquence, des capacités d'adaptation bien plus effectives économique mondial est caractérisé internationales - dont la plus grande part ne revient certainement pas au tiers-monde. Il était cependant normal que ce dernier, maillon faible de la chaîne, fût la principale victime de la crise actuelle, aux côtés toutefois de nombreuses grandes entreprises industrielles des pays développés, sans parler de certaines banques locales et des caisses d'épargne qui ont connu aux Etats-Unis les plus grandes difficultés.

Les activités de crédit, en particulier sur le plan international, constituent cependant de telles sources de profit à différents échelons, et sont à ce point un pilier fondamental du capitalisme contemporain (outre le fait qu'elles ont atteint des montants hors de toute proportion), que la solution qui s'impose consiste bien à continuer comme auparavant. Au demeurant, les renégociations de dettes avec les grands débiteurs du tiers-monde en difficulté sont des opérations d'une rentabilité extrêmement élevée pour les banques créancières. Elles portent d'une part sur des durées très limitées (cinq à sept ans au maximum) ; elles entraînent d'autre part le paiement de commissions bancaires très substantielles ; enfin et surtout, elles amènent le débiteur à payer des intérêts beaucoup plus élevés que sur les anciens crédits.

Ainsi, pour les dettes en dollars renégociées au cours des derniers mois, la moyenne des marges appliquées au-dessus d'un taux d'intérêt sur les dépôts en eurodollars à six mois (Libor) est de 2 % alors que, entre 1977 et 1982, du fait d'une concurrence accrue entre les grandes banques internationales disposant de surplus considérables de liquidités, cette marge était tombée pour la plupart des emprunteurs du tiers-monde à un niveau compris entre 0.5 % et 1 %. Une demande de moratoire avec renégociation de dettes est donc aujourd'hui une opération qui augmente considérablement les profits des banques créancières; probablement si bien que l'on en vient à oublier que les termes de ces rééchelonnements de dettes sont tellement défavorables aux pays débiteurs qu'ils risquent de se trouver à nouveau, aux premières échéances des emprunts renégociés, en état de cessation de paiement.

En fait, il apparaît désormais probable qu'une bonne partie du principal de ces dettes ne sera jamais remboursée, pas plus d'ailleurs que ne le sont les dettes intérieures considérables de la plupart des Etats. Les banques internationales, assistées du F.M.I., n'ont en effet aujourd'hui d'autre choix que de refinancer en permanence la dette extérieure du tiers-monde⁵. L'opération, qui immobilise des

⁴ Chiffres extraits des Statistiques financières de l'O.C.D.E., février 1983, première partie.

⁵ le F.M.I. et la B.R.I. ont effectivement obligé toutes les banques créditrices du Brésil à participer aux opérations de rééchelonnement des dettes et surtout à rétablir les lignes de

liquidités, redevient, par le jeu de la renégociation, extrêmement profitable pour les créiteurs. De plus, la tutelle du F.M.I. et des grandes banques occidentales sur la gestion des économies internes des pays du tiers-monde devient de plus en plus effective. Cela, on l'a déjà souligné, ne va pas sans aviver des tensions et créer de nouvelles contradictions dans l'économie mondiale. Ayant atteint l'ampleur que l'on sait (700 milliards de dollars) et se transformant progressivement en dette perpétuelle à l'instar des dettes étatiques internes, la dette extérieure du tiers-monde devient un élément central des rapports Nord-Sud, au profit exclusif des pays du Nord.

Au siècle passé déjà, les dettes des pays de l'Amérique Latine, de l'Empire Ottoman, de la Tunisie et de l'Egypte à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne avaient fourni le prétexte à l'interventionnisme néocolonial dans les deux premiers cas et directement colonial dans les deux autres. Il est probable qu'au vingtième siècle on n'assistera pas à de nouvelles occupations militaires aux fins de sauvegarde d'intérêts financiers, mais bien plutôt à une banalisation de rééchelonnements de dettes dans des conditions de plus en plus désavantageuses, faute de solutions de rechange, pour les pays débiteurs. En effet, la dépendance multiforme du tiers-monde à l'égard des pays industrialisés, notamment sur les plans alimentaires et technologique, condamne les pays en voie de développement à maintenir des économies ouvertes à l'échange intensif avec le monde industrialisé.

Le pari actuel du libéralisme doctrinaire qui règne en matière d'ordre économique international consiste à ne voir dans le phénomène de l'endettement sous tous ses aspects et à tous les niveaux qu'une crise conjoncturelle que la relance de l'économie mondiale hors de la récession présente⁶. Il est d'ailleurs possible, si la reprise américaine se confirmait, que les prix des matières premières principales remontent, allégeant momentanément la crise extérieure de paiements qui affecte les grands débiteurs du tiers-monde. Quelques années de répit pourraient ainsi être gagnées sans que les blocages structurels du développement de beaucoup de pays du tiers-monde en soient pour autant résolus.

La seule formule possible

Le phénomène de l'endettement excessif du tiers-monde depuis le milieu du dix-neuvième siècle ne fait que refléter un mode de croissance tronqué et un

crédit à court terme accordées à la Banco do Brazil sur le marché monétaire international au même qu'avant l'état de cessation de paiement.

⁶ " Au fond, il n'existe pas de problème de la dette des pays en développement en général... Les traits principaux des tensions économiques et financières présentes sont en principe réversibles " (extraits de l'étude de l'O.C.D.E. intitulée Endettement extérieur des pays en développement, Paris, 1982.)

fonctionnement grinçant de l'économie internationale. Il s'accompagne actuellement d'un phénomène parallèle de surendettement des Etats industrialisés eux-mêmes, localement et internationalement. Seules des réformes financières en profondeur, répondant à des ajustements structurels économiques et sociaux concernés, au Nord comme au Sud, peuvent efficacement porter remède aux dangers que fait courir à l'économie mondiale la situation financière actuelle, non seulement du tiers-monde mais même de certains Etats industrialisés.

Pour ce qui est de la dette des pays en voie de développement, en tout cas, aucune des négociations accompagnées des programmes de déflation du F.M.I. ne résoudra le problème à long terme. Au contraire, le risque d'aggravation est grand, car les termes de rééchelonnements de dettes ne feront qu'aggraver le poids de leur charge. La seule solution saine et économiquement orthodoxe serait un étalement de ces dettes sur vingt-cinq à trente ans à des taux d'intérêt ne comportant pas les surcharges actuelles par rapport aux taux interbancaires des marchés monétaires. Ce n'est qu'ainsi que la balance des paiements des pays du tiers-monde actuellement surendettés pourrait reprendre un profil normal, et qu'en conséquence les tensions financières internationales présentes pourraient être résorbées.

Nous sommes malheureusement très loin de ce genre de solution, car trop de profits sont tirés pour le moment des difficultés financières du tiers-monde pour y songer sérieusement.

Georges Corm,
Le Monde diplomatique, sept. 83.